

# L'éviction du MR constitue-t-elle un déni de démocratie ?

Le PS et le CDH, plus le FDF dans la capitale, se préparent à gouverner en Région wallonne et à Bruxelles.

Le MR, exclu, estime que sa progression électorale aurait dû lui assurer une place au pouvoir.

Les premiers parlent de cohérence, les seconds de forfaiture.

## Oui

CORENTIN DE SALLE

Philosophe; collaborateur au centre Jean Gol  
(s'exprime à titre personnel).

■ La démocratie, ce n'est pas simplement la loi du plus fort. C'est aussi la recherche entre différents partis de la solution la plus raisonnable, et la plus adaptée pour rencontrer les enjeux du pays. Or, les protagonistes du récent accord se sont carrément assis sur ce principe, de manière précipitée, partisane, et totalement opportuniste.

**La décision du PS, du CDH et du FDF de gouverner ensemble dans les Régions n'est-elle pas normale, dans la mesure où nous avons un type de scrutin proportionnel qui nécessite la constitution de majorités, si possible les plus cohérentes ?**

Les règles du jeu démocratique, qui sont effectivement claires et bien conçues, sont faussées car cela fait un quart de siècle, au moins, que le PS occupe les fonctions du pouvoir et que, durant cette longue période, il a progressivement dénaturé ces règles, en phagocytant l'Etat, par le biais de pratiques que l'on connaît bien, comme le clientélisme, l'assistanat, la colonisation d'une grande majorité de postes dans l'administration, etc. Il s'est ainsi rendu indéboulonnable et, plus grave encore, il fait régner une stratégie du mensonge

et de la peur sur toute une partie de son corps électoral. Il y a ainsi beaucoup de gens qui sont persuadés que si un jour, les libéraux-réformateurs reviennent au pouvoir régional, la sécurité sociale serait supprimée. Ce qui est tout à fait absurde, quand on sait que le système de sécurité sociale a été mis au point par des libéraux justement, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

**Certains parlent d'abus, et même de déni de démocratie. N'est-ce pas excessif dans la mesure où les alliés affirment qu'ils ont ensemble un programme cohérent, "progressiste" en l'occurrence?**

La démocratie, ce n'est pas simplement la loi du plus fort. Ce n'est pas non plus la dictature de la majorité. C'est aussi la recherche entre différents partis de la solution la plus raisonnable et la plus acceptable. Or, ici, les protagonistes de ces accords se sont carrément assis sur ce principe, de manière précipitée, partisane, et totalement opportuniste. Quant à la convergence des programmes, qu'ils mettent en avant, il faut rappeler qu'ils sont appliqués depuis plus de 25 ans et cela sans grand succès, comme tout le monde peut l'observer. On me répondra qu'il y a eu le plan Marshall. Il est exact que celui-ci a engrangé certains résultats, mais il faut préciser que ces derniers ont souvent été l'objet d'une entreprise de désinformation, car Demotte et Marcourt ont manipulé les chiffres de manière fallacieuse. Peut-on à ce propos contester le fait que la Wal-

lonie et Bruxelles ont un taux de chômage dans les plus élevés, un produit intérieur brut parmi les plus bas au niveau européen, un enseignement qui chaque année est jugé par Pisa très inégalitaire, des problèmes de pauvreté indignes d'un pays comme le nôtre, etc.?

**Les coalisés affirment aussi que leur politique permettra de couper l'herbe sous le pied à une N-VA séparatiste et antisociale. N'est-ce pas exact?**

Cette stratégie qui va être mise en place, ou plus précisément reconduite, va au contraire donner des arguments en or à la N-VA, mais aussi aux autres partis flamands qui auront beau jeu de mettre en avant auprès de leur opinion le conservatisme du Sud et son refus d'affronter les vrais enjeux qui sont devant nous. En fait, la gauche n'a pas compris, ou voulu comprendre,

combien, du côté flamand, le MR est considéré comme un élément essentiel dans la relance économique du pays. D'autre part, il faut bien constater la déloyauté totale du PS et du CDH. Ils font semblant d'oublier qu'en 2010, c'est le MR qui, pour faire aboutir la réforme de l'Etat et la mise en place d'un gouvernement, a fait un lourd sacrifice en se séparant électoralement du FDF, alors irréductiblement hostile à cette réforme. C'est aussi la famille libérale francophone qui s'est portée garante, face aux Flamands, de ce qu'un certain nombre de réformes socio-économiques seraient menées, ce qui a entre autres permis à la Wallonie et à Bruxelles d'obtenir que les Flamands continuent de subventionner leurs Régions pendant dix ans.

**Vous visez essentiellement le PS. N'est-ce pas oublier qu'il a pu convaincre le CDH, et le FDF à Bruxelles, de la pertinence d'une option de centre gauche plutôt que de centre droit?**

Le CDH est de plus en plus un produit d'appel pour le PS qui lui permet ainsi d'attirer vers son programme soi-disant "progressiste" – alors qu'il est en réalité profondément conservateur – un électorat sociologiquement plus "luxueux" que le sien. Ce n'est pas de la politique, c'est du pur marketing.

Entretien : Jean-Paul Duchâteau

*"Le CDH est de plus en plus un produit d'appel pour le PS qui lui permet ainsi d'attirer vers son programme soi-disant "progressiste" – alors qu'il est en réalité profondément conservateur – un électorat sociologiquement plus "luxueux" que le sien. Ce n'est pas de la politique, c'est du pur marketing."*

# Non

MARC UYTENDAEL

Professeur de droit constitutionnel à l'ULB.

■ Dans un régime proportionnel, la légitimité démocratique résulte d'un seul critère : le fait d'avoir la majorité au Parlement. Si ce système n'est pas le meilleur sur le plan de l'efficacité, il est certainement le plus respectueux de l'électeur. Les négociations annoncées dans les Régions respectent la démocratie en soi, mais également la démocratie fédérale voulue par tous les partis à l'exception de la N-VA.

**Le PS et le CDH ont annoncé leur intention de gouverner ensemble à la Région wallonne et de s'associer au FDF pour gouverner à la Région bruxelloise. Le MR dénonce une manœuvre antidémocratique. Pour les libéraux, le choix des électeurs n'est pas respecté parce qu'ils estiment avoir remporté les élections du 25 juin. Qu'en est-il ?**

J'analyse le système politique comme scientifique et, à ce titre, je peux vous dire que, dans un système proportionnel, il n'y a pas de vainqueur et de vaincus des élections. Il n'y a pas non plus de deuxième, de troisième ou de quatrième parti. Il n'y a qu'une seule règle dans un régime proportionnel : est-ce que des partis peuvent ensemble obtenir la majorité des sièges à l'assemblée ? La démocratie est parfaitement respectée si les partis font partie de cette majorité. Gagner ou perdre tous ses sièges importe peu.

**Les choses seraient totalement différentes avec un système majoritaire ?**

L'exemple de la N-VA est très explicite. Dans un système majoritaire à un tour, ce parti aurait quasiment tous les sièges pour lui. Dans un système majoritaire à deux tours, il n'en aurait peut-être eu aucun car les autres forces se seraient regroupées contre lui. Dans un système proportionnel, chacun pèse exactement le poids qui est le sien. Il n'y a pas de bon ou de mauvais système et il n'y a certainement pas un système qui a la garantie d'être démocratique. Le régime proportionnel est cependant celui qui est le plus respectueux du poids politique de chacun et qui prend le plus en compte la réalité et l'adéquation qu'il y a entre la représentation parlementaire et les choix faits par les citoyens.

**Il n'y a donc pas de raison de crier au déni de démocratie comme certains le font sur les réseaux sociaux notamment ?**

Il n'y a aucun déni de démocratie. Et je ne dis pas ça parce que tel ou tel parti est au pouvoir. Vous auriez une alliance avec trois autres partis qui auraient, ensemble, une majorité à la Région wallonne, c'était tout aussi légitime. J'irais même plus loin. A la Région wallonne, on a évité un grand péril: celui de la tripartite. D'une part, on aurait eu trois partis aux options idéologiques très contrastées et donc une sorte de gouvernement moyen au

centre. D'autre part, et surtout, il n'y aurait presque plus eu d'opposition puisqu'Ecolo n'a plus que quatre sièges. Or, pour avoir un groupe politique au Parlement wallon, il en faut au moins cinq. Rien n'est pire dans un régime politique que l'absence de débat entre une majorité et l'opposition. Comme observateur du régime fédéral depuis 25 ans et comme analyste du système, je trouve que ce qui s'est passé est normal. S'il avait fallu jumeler totalement les négociations pour le gouvernement fédéral et pour les entités fédérées, on serait censé avoir des majorités les mêmes partout. On pourrait alors se poser une

question: pourquoi six réformes de l'Etat? Vu la composition sociologique au nord et au sud du pays, il est normal qu'on ait un gouvernement de centre gauche au sud et de centre droit au nord. C'est le respect de la démocratie en soi, mais aussi de la démocratie fédérale. C'eût été faire une insulte au fédéralisme que de déterminer les gouvernements régionaux et ceux des Communautés en fonction de ce qui était possible au niveau fédéral.

**La situation dans les trois Régions ne va-t-elle pas compliquer la formation du gouvernement fédéral ?**

Le risque existe. Mais rien n'aurait été pire, pour faciliter la constitution d'un gouvernement fédéral, que de priver les entités fédérées de l'autonomie qui leur a été offerte par les réformes de l'Etat successives. C'est pour moi une règle de base du système fédéral: permettre à chaque entité fédérée de se doter d'une majorité qui corresponde au projet politique majoritaire. C'est le cas aujourd'hui en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Si le pays est aujourd'hui très divisé et que ça rend compliquée la détermination d'un gouvernement fédéral, il n'en demeure pas moins que c'est la logique d'un système qu'on a créé. Tous les partis politiques, à l'exception de la N-VA, ont voulu cet Etat fédéral. La balle est désormais dans le camp des deux partis chrétiens, ce qui ne manque pas d'être amusant parce qu'on se rend compte que c'est extraordinairement belge. Depuis 1830, les partis chrétiens sont quasiment toujours au centre du jeu. Mais personne ne peut savoir comment ils vont réagir et s'ils vont tous deux réagir de la même manière.

Entretien: Charles Van Dievoort

*“C'eût été faire une insulte au fédéralisme que de déterminer les gouvernements régionaux et ceux des Communautés en fonction de ce qui était possible au niveau fédéral.”*